

**Message de SAMIR AMIN**  
**A l'attention des Etats Généraux de la Société civile, Alger, 14-16 Juin 2011**

**La démocratisation indispensable, indissociable du progrès  
social et du respect de l'indépendance des nations**

Les médias dominants des pays du Nord veulent nous imposer un discours unilatéral selon lequel « démocratie » et « marché » sont synonymes et vont de pair : pas de démocratie sans marché, disent-ils. Cette formule procède d'une double réduction. Elle appauvrit le concept et la pratique de la démocratie réduite à l'adoption d'un système électoral pluripartite à l'image de celui que nous offrent les pays de la triade impérialiste – Etats-Unis, Europe occidentale, Japon. Elle évacue l'analyse du monde réellement existant, façonné par la domination des monopoles des pays de la triade, pour lui substituer un discours insipide sur les « vertus du marché ».

L'histoire toute entière dément la réalité de cette formulation de propagande manipulée.

En Europe même les progrès de la démocratie ont été le produit des luttes des travailleurs, dirigées contre la logique prétendue implacable des « marchés » (lire du capitalisme). Ces progrès ont été, au demeurant, récents : le suffrage universel des hommes a attendu la fin du XIXe siècle pour être imposé par la montée, à l'époque, des partis ouvriers. Celui des femmes a été encore plus tardif. Ces progrès ont toujours été indissociablement associés au progrès social imposé par les luttes.

Aujourd'hui, dans ces mêmes pays, alors que le maintien formel des pratiques démocratiques – réduites à la démocratie représentative électoral et pluripartite – est désormais associé à la régression sociale (depuis une quarantaine d'années) cette démocratie est visiblement en crise, comme en témoigne la montée des *Tea parties* aux Etats-Unis et des illusions néofascistes en Europe.

Dans nos pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine le combat pour la démocratie a toujours été indissolublement associé à la lutte pour la reconquête de l'indépendance de nos nations et nos Etats, pour l'affirmation de leur dignité. Dans les moments les plus cruciaux de nos luttes pour cette reconquête, nos peuples, les organisations qu'ils se sont données et les leaders qui en ont émergé, ont fait avancer la démocratisation réelle de nos pratiques. Des avancées conquises non pas dans la logique du système – le système colonial et semicolonial qui, au demeurant, refusait à nos peuples la « démocratie » des métropoles – mais contre cette logique.

Mais la page glorieuse de ces luttes victorieuses est tournée. Les héritiers sont devenus ce qu'ils sont. Souvent exclusivement préoccupés de « rester au pouvoir » plus que de poursuivre les tâches d'un développement économique qui ait du sens, producteur de progrès social et de démocratisation. Pour prolonger leur maintien au pouvoir ils n'ont souvent pas hésité à renoncer aux objectifs des révolutions dont ils sont les héritiers, ont accepté de se soumettre aux diktats de la mondialisation impérialiste dite néolibérale. Les puissances impérialistes les ont d'ailleurs félicité pour ce retour prétendu au réalisme ! Ces dérives sont à

l'origine de l'émergence des revendications démocratiques et sociales de nos peuples, parfaitement légitimes.

### **La démocratie ? mais quelle démocratie ?**

Le coup de génie des diplomaties de l'alliance atlantique a été de choisir le terrain de la « démocratie » pour engager leur offensive qui visait à l'époque le démantèlement de l'Union soviétique et la reconquête des pays de l'Est. Chose faite aujourd'hui.

Il s'agissait bien d'un coup de génie parce que la « question démocratique » était une question vraie et que le moins qu'on puisse dire est que les régimes en question n'étaient certainement pas « démocratiques », quelle que soit la définition retenue pour définir son concept et sa pratique. Les pays de l'Alliance Atlantique, en contrepoint, pouvaient s'auto qualifier de « démocratiques », quelles qu'aient été les limites et les contradictions de leurs pratiques politiques réelles associées à leur soumission aux exigences de la reproduction du capitalisme des monopoles. La comparaison des systèmes opérait visiblement en leur faveur. Le nouveau discours « démocratique » allait donc porter ses fruits. Il est apparu comme suffisamment convaincant pour que les opinions de « gauche » en Europe s'y rallient. Non seulement les gauches électorales (des partis socialistes), mais tout également en grande partie celles plus radicales à l'origine.

Les classes dominantes de la triade impérialiste ont tiré les leçons de leur victoire. Elles ont donc décidé de poursuivre cette stratégie de centrage du débat sur la « question démocratique ». On ne reproche pas à la Chine son ouverture économique extérieure, elle-même à l'origine des effets sociaux négatifs qui l'ont accompagné, mais sa gestion politique monopolisée par le parti communiste. On ne tient pas compte des réalisations sociales de Cuba, sans pareilles dans toute l'Amérique latine, mais on ne cesse de stigmatiser son parti unique.

L'objectif réel de cette stratégie est-il de faire triompher la démocratie dans le Sud? Il faudrait être bien naïf pour le croire. Le seul objectif est d'imposer aux pays réfractaires « l'économie de marché », ouverte et intégrée dans le système mondial dit libéral, en réalité impérialiste et de maintenir les pays en question dans leur soumission au statut de périphéries dominées dans ce système. Un objectif qui, réalisé, devient un obstacle au progrès de la démocratie dans les pays victimes concernés et en aucune manière un moyen d'avancer dans la réponse à la « question démocratique ».

Au demeurant le thème « démocratique » n'est invoqué que contre les pays récalcitrants à l'ouverture libérale mondialisée. Pour les autres on est moins regardant à l'endroit de leur gestion politique parfaitement autocratique. L'Arabie saoudite, le Pakistan en donnant de beaux exemples. Mais tout également la Géorgie (pro-atlantiste) et beaucoup d'autres.

Au mieux d'ailleurs la formule « démocratique » proposée ne dépasse guère les frontières de la caricature « pluripartiste électorale », non seulement parfaitement dissociée des exigences du progrès social, mais encore toujours – ou presque – associée à la régression sociale que la domination du capitalisme réellement existant (celui des monopoles) exige et produit. La formule a déjà largement dé-credibilisé la démocratie à laquelle les peuples en désarroi ont substitué l'adhésion à des illusions passéistes para religieuses et/ou para ethnicistes.

Même pour les pays de l'Europe centrale et orientale, comme pour ceux de l'ex Union soviétique, les chances d'avancées démocratiques auraient été meilleures, dans le moyen terme sinon dans l'immédiat, en laissant la dialectique des luttes sociales s'y développer par elle-même, ouvrant des perspectives possibles au dépassement de l'héritage des « socialismes réellement existants », de surcroît déformés par le ralliement à l'ouverture économique libérale. Aujourd'hui les pays de l'Europe centrale et orientale se retrouvent dans une relation de dépendance à l'égard des pays capitalistes développés de l'Europe occidentale analogue à la relation asymétrique entre l'Amérique Latine et les Etats-Unis. A la perspective de la démocratisation de leurs sociétés, les puissances impérialistes européennes ont substitué l'ersatz d' « ethnocraties » qui fleurissent dans l'ex Yougoslavie et dans les pays baltes.

Les authentiques ennemis de la démocratie constitués par les pouvoirs impérialistes dominants, même drapés dans les costumes brillants de la rhétorique « des droits de l'homme » et du « devoir (!) d'intervention », s'emploient à rééditer le coup du « printemps » des peuples d'Europe orientale (1990). Un « printemps » qui a débouché sur un été sec et ouvert le long hiver de la soumission et de l'exploitation renforcée. Le printemps, pour ces peuples, est encore à venir.

Plus près de nous, au Mali, comme en Indonésie et aux Philippines, les peuples en révolte s'étaient bien débarrassés de leurs dictateurs, au demeurant mis en place par les puissances impérialistes. Mais la conjonction des faiblesses du mouvement, limité aux revendications démocratiques sans projet alternatif social et économique positif, et des pressions du système mondial (entre autre par les interventions du FMI) a réduit à néant les espoirs de changement.

Les moyens déployés sont considérables. Leur succès table sur les faiblesses et les confusions qui règnent encore dans nos rangs, ceux des peuples en révolte. Il table aussi sur la riposte inacceptable de pouvoirs sourds et aveugles qui, pour prolonger leur survie, n'ont d'autre vision que celle de la répression renforcée. Les moyens déployés par l'adversaire n'excluent pas l'intervention militaire, déguisée ou pas en « action humanitaire ». La Lybie en donne le triste exemple.

Le système « néo libéral » mondialisé, en faillite est désormais sur la défensive. Il n'a plus aucune légitimité et les peuples en révolte le disent. En Amérique latine, au Népal, aujourd'hui en Egypte et en Tunisie, demain ailleurs dans le Sud, de gigantesques mouvements populaires abattent les régimes à son service. Des régimes autocratiques, souvent d'une violence extrême dans leurs pratiques policières, corrompus jusqu'aux os, et vendus aux intermédiaires locaux qualifiés de « monde des affaires » ! En Europe la crise sociale produite par ce capitalisme s'approfondit de jour en jour. Celle des pays vulnérables de la zone euro remet en question toute la construction de « l'Europe atlantique ».

Mais la bataille n'est pas encore gagnée, nulle part. Le capitalisme des monopoles et ses serviteurs politiques, aux abois, s'organisent en vue de la riposte. Celle-ci envisage froidement d'étouffer le potentiel démocratique des avancées populaires par la mobilisation des moyens de pression économiques et financières encore à sa disposition. Elle n'hésitera pas à renouer ses alliances avec des forces obscurantistes qui prétendent « offrir des solutions ». Ces néo fascistes en Europe et aux Etats Unis, dans le monde musulman et partout ailleurs, ne sont pas encore démasqués pour ce qu'ils sont.

Les gigantesques mouvements populaires en action sont encore dans une large mesure sur le terrain du rejet, sans avoir nécessairement encore des projets alternatifs positifs cohérents, à

l'échelle des défis. L'immense vague de tentative de « dépolitisation » qui a été mise en œuvre par les médias dominants, l'effondrement de la crédibilité des réponses qui ont occupé le devant de la scène au siècle dernier, l'érosion -et parfois la faillite – de forces politiques qui furent naguère « d'avant garde », exercent encore des effets dévastateurs. Les peuples en marche inventent néanmoins des formes nouvelles de leur « re politisation », mais à des rythmes qui risquent de ne pas être ceux que le défi impose, pour mettre en déroute les ripostes du capital des monopoles et des Etats impérialistes.

Le système en place est devenu un système obsolète, qui a fait son temps, et ne peut être autre que ce qu'il est : destructeur de l'être humain, réduit à une marchandise jetable, destructeur des bases naturelles de la reproduction de la vie sur la planète, destructeur de l'autonomie et de la dignité des nations.

Le combat pour la démocratisation de nos sociétés, indispensable, ne pourra avancer avec succès que dans la mesure où il parviendra à s'articuler au combat pour un autre système social et économique, capable de prendre ses distances à l'égard de la « mondialisation » telle qu'elle est , c'est-à-dire impérialiste, prétendue « incontournable ». Les succès des peuples d'Amérique latine sont là pour le confirmer.

Le débat est ouvert : il nous faut, à tous les participants de la société en lutte, discuter librement, franchement, des perspectives que nos combats peuvent ouvrir, identifier les conditions du succès et les dangers de fermeture de ces perspectives.

Cette Conférence que le Conseil National Economique Social Algérien a eu le bonheur de concevoir et d'organiser pourra donner l'exemple.

*A la perspective d'une démocratie de pacotille associée au renforcement de la soumission aux métropoles impérialistes, à l'exploitation de nos peuples, au pillage de nos ressources – Non. A la perspective d'une démocratisation authentique, respectueuse de la dignité de tous, associée au progrès social et à l'affirmation de la souveraineté de nos nations et nos Etats – Oui.*

Le moment actuel est historique. A travers les luttes de nos peuples s'amorce une seconde étape de l'« éveil du Sud », prenant le relai des pages glorieuse écrites dans l'étape antérieure de cet éveil, au siècle dernier.